

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50  
— Le numéro, ..... 15 centimes.  
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
— Le numéro, ..... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. .... 1 fr. 50 la ligne.  
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
Place de la Bourse, 8  
ETABLISSMENT DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14  
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

PARIS, 26 JUILLET

## DERNIÈRES NOUVELLES

### INTÉRIEUR

Toulouse, 26 juillet.

Le sacre de Mgr Castillon, évêque de Dijon, qui avait été retardé par une grave maladie que vient de faire ce prélat, a eu lieu ce matin, en l'église métropolitaine Saint-Etienne.

S. Em. le cardinal Desprez, archevêque de Toulouse, a donné la consécration, assisté de NN. SS. de Carcassonne et de Versailles. Les évêques de Montauban et Pamiers, et l'abbé mitré de la Trappe Sainte-Marie-du-Désert étaient également présents à la cérémonie, qui avait attiré une grande affluente à la cathédrale.

La frégate-école d'application l'*Iphigénie*, est arrivée hier à Brest. Ce bâtiment, commandé par le capitaine de vaisseau Besnard, entreprendra, en octobre prochain, sa deuxième campagne annuelle avec les élèves de seconde année de l'Ecole navale, qui ont commencé hier les examens pratiques de sortie.

### EXTÉRIEUR

Londres, 25 juillet.

Une partie du nouvel emprunt égyptien devant être émise en Allemagne, il a été convenu que les coupons seront payés aussi à Berlin.

Les représentants des puissances ont signé, aujourd'hui au Foreign-Office, une déclaration dans ce but.

Constantinople, 26 juillet.

Le firman relatif à l'emprunt de neuf millions de livres sterling a été expédié jeudi dernier au khédive.

Simla, 25 juillet.

Après avoir reçu le firman de l'impératrice des Indes qui lui confère la croix de l'Étoile des Indes, l'émir d'Afghanistan a fait tirer une salve de cent-cinq coups de canons.

Caboul a été illuminé pendant trois nuits consécutives et des copies du firman ont été affichées à Caboul et dans tout l'Afghanistan.

Bruxelles, 25 juillet.

L'archevêque de Malines et les cinq évêques belges viennent d'adresser au Pape une lettre collective à l'occasion de l'Incident Pitra.

Les évêques font ressortir leur admiration pour la lettre du Pape à Mgr Guibert et protestent de leur dévouement au Pape et déclarent qu'ils s'efforceront de faire disparaître toute cause de discorde ou de controverse.

## INFORMATIONS

Au moment de l'affaire Marchandon, il fut question d'édicter un nouveau règlement sur le sujet des bureaux de placement.

Serait-il indiscret de demander à M. le préfet de police ce qu'est devenue cette excellente intention ?

Nous pouvons lui donner l'assurance qu'une réglementation nouvelle de ces établissements, donnant un peu plus de garanties, serait parfaitement accueillie du public.

On sait que, conformément aux instructions du gouvernement, le général de Courcy a dû renvoyer en Cochinchine le régiment de marche d'infanterie de marine qui faisait naguère partie du corps expéditionnaire du Tong-King.

Nous sommes en mesure d'annoncer que, d'accord avec le ministre de la marine, le général Bégin va détacher immédiatement deux bataillons de ce régiment pour les envoyer au Cam bodge.

Actuellement, nous n'avons, tant à Plomb-Genève qu'aux environs, que 800 hommes placés sous le commandement du lieutenant-colonel Miramont.

Quel que soit le courage de nos soldats, ce n'est pas avec d'aussi faibles moyens d'action qu'on peut ramener le calme et la tranquillité dans un pays, dans un état complet d'insurrection grâce à six maladroites du proconsul Thomson.

Notre ministre résident à Tunis, M. l'au Cambon, a eu ces jours-ci plusieurs entrevues avec le ministre des affaires étrangères.

Rien, absolument rien n'a percé de ces conférences.

Est-ce que le résultat n'en serait pas satisfaisant pour M. Cambon ?

Dans tous les cas, ses amis affirment qu'il retournera à Tunis à l'expiration de son congé de deux mois.

Est-ce bien vrai ?

## Dans l'Hérault

Chaque jour nous apporte de nouvelles preuves de la mauvaise foi des républicains, officiers et autres, en matière d'élections.

A Saint-Jean-de-la-Blaquière (Hérault), les radicaux ont traité le scrutin d'une manière si au tuc-tuc, que le conseil de préfecture a dû l'annuler et simplement

annulé les opérations électorales. On n'a eu besoin ni d'enquête ni de contre-enquête. Le simple exposé de M. Pujol a suffi. Le fait matériel était, du reste, brutal. Alors que 106 électeurs seulement avaient voté, on a trouvé 163 bulletins, c'est-à-dire 57 de trop dans les urnes.

Dans la commune des Aires (Hérault) les conservateurs possèdent une incontestable majorité. Or, au dépouillement du scrutin qui eut lieu le 21 juin dernier et qui était présidé par les républicains, ces derniers arrivèrent en tête de la liste. L'explication du fait était bien simple : le président du bureau électoral ayant donné l'ordre d'évacuer la salle où avaient lieu les élections, resta, lui et ses amis, en tête à tête avec l'urne. Que se passa-t-il ? Les protestataires ont affirmé que des fraudes ont été commises et le conseil de préfecture, faisant droit à leur demande et à celle de M. Vallat, a ordonné une enquête.

Voici, maintenant, un des paragraphes de la protestation des conservateurs de Servian, à propos du scandale dont nous avons déjà parlé : 209 bulletins trouvés en trop dans l'urne. Des la clôture du scrutin, et avant le commencement du dépouillement, bien qu'il n'y eût point de tumulte dans la salle, le président a requis M. le capitaine de gendarmerie de faire sortir tout le monde. Toutefois, sur les sages observations de cet officier, le président a retiré sa réquisition et le dépouillement a commencé.

Le compte des émargements a donné le chiffre de 656 (six cent cinquante-six), puis on a compté les bulletins renfermés dans l'urne : il s'en est trouvé 865 (huit cent soixante-cinq), nombre supérieur de 209 (deux cent neuf) à celui des émargements.

Les soussignés ont protesté et, sur le refus du bureau de consigner le fait au procès-verbal, ils ont prié M. le capitaine de gendarmerie d'en prendre note.

Il y a eu dans l'urne 376 bulletins de la liste conservatrice et 485 de la liste républicaine. Si, de ce dernier chiffre, on retranche les 209 bulletins trouvés de trop dans l'urne, on ils n'ont pu évidemment être introduits que par le bureau ou avec sa complicité, il reste, pour la liste républicaine, 276 voix, et pour la liste conservatrice, 376 voix.

On voit que les républicains de l'Hérault sont à la hauteur de leur mission.

### SIMPLE QUESTION

Est-il vrai que la pénurie du Trésor soit telle que des officiers et soldats allant au Tong-King ne puissent recevoir en France aucune des indemnités qui leur sont dues, et qu'on les renvoie au payeur général, à Hanoï, pour toucher leur modeste pitance ?

Cette question, l'*Intransigeant* la posait avant-hier. Comme il n'y a pas été répondu, nous la posons aujourd'hui, à notre tour.

Serons-nous plus heureux que notre confrère ? Nous n'osons l'espérer.

### LE CABINET BRISSON ET LE CLERGÉ

M. Lefebvre de Béhaine, ambassadeur de France près le Saint-Siège, vient de rentrer à Rome, après avoir fait en France un séjour de deux semaines.

Les officiers prenant la peine d'annoncer que ce voyage ne se rattache pas à la politique ecclésiastique du gouvernement, c'est une raison de plus pour croire que notre ambassadeur n'a pas entrepris, pour son plaisir, en cette saison, ce long voyage, et n'est pas retourné, pour son agrément, à Rome, juste à l'époque où l'on fuit la ville.

A la veille d'une campagne électorale, le gouvernement éprouve le besoin de se concilier les sympathies, ou au moins la neutralité bienveillante du clergé. Il espère, en montrant patte blanche, en promettant ce qu'il ne tiendra pas, obtenir du Saint-Siège un mot, un signe qui l'impose au clergé français.

Cet espoir sera déçu, car l'on sait à Rome le degré de crainte que méritent les protestations de la faction qui détiennent aujourd'hui le pouvoir. L'on sait que les sectaires ne désarment pas, la franc-maçonnerie non plus.

En outre, de tout temps, le Saint-Père s'est scrupuleusement abstenu d'intervenir dans les affaires intérieures des nations catholiques, laissant à l'épiscopat le soin d'adopter l'attitude qui lui paraît la plus sage et la plus prudente. Il n'y a pas à craindre que M. de Freycinet réussisse à modifier, en sa faveur, cette ligne invariable de conduite.

Si la République veut sincèrement la paix, il ne tient qu'à elle de l'avoir. Elle a jadis déclaré la guerre au clergé, guerre odieuse et folle, à laquelle elle s'aperçoit un peu tard qu'elle n'a rien gagné. Elle a voulu flatter les passions malveillantes de la populace qui l'a élevée sur le pavois en un jour d'émotion, et n'a pas suivi les conseils de la plus vulgaire prudence politique. L'instinct de la conservation, qui, lui, l'a développé chez les hommes du gouvernement, parlait peut-être plus haut que l'instinct libérateur : il faut faire la paix, se dit-il, ou du moins conclure une armistice avec le clergé, en attendant que vienne le grand débat, si souvent annoncé et toujours reculé, sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Mais ils n'ont obtenu cette paix ou cet armistice qu'en abandonnant résolument le système des tracasseries et de vexations à la mode depuis ces dernières années. Il faudra, de plus, restituer au clergé la part légitime d'influence qu'il doit exercer dans l'instruction du peuple et dans l'assistance publique. Les promesses ne sauraient suffire : à la veille du scrutin on en a si souvent faites pour le violer le lendemain ! Ce n'est qu'à cette condition que la paix, une paix honorable,

loyale et durable, peut être conclue. Ni le Saint-Siège, ni l'épiscopat français ne sauraient y souscrire à d'autres conditions.

Mais il ne dépend pas du cabinet de faire une pareille paix. Il n'est pas le maître de la situation et des passions qui animent les masses républicaines. La paix n'est donc pas possible.

Peut-il au moins prétendre à la neutralité du clergé ? La pratique-t-il, lui, gouvernement, cette neutralité si vantée à l'école, à l'hôpital, et dans la distribution des faveurs dont il dispose ? De bonne foi, la neutralité n'est-elle pas nécessairement une chimère, dès que l'on descend des hauteurs de la théorie et de la spéculation pure pour vivre dans le monde réel ?

La politique ecclésiastique du Gouvernement l'a conduit à une impasse, et, — c'est notre conclusion, — comme il ne peut la repudier absolument pour l'avenir, il essaiera de conclure avec les chefs du clergé un marché de dupes, qui lui assurerait, pour la période électorale, la neutralité bienveillante du clergé. Malheureusement pour lui, on ne s'y laissera pas prendre. Et si la République triomphe, si elle recrée, par tous les moyens de pression, une majorité solide, elle fera payer cher au clergé sa résistance. De la période de persécution hypocrite et de détail, nous passerons à la persécution ouverte et générale. La logique et l'expérience le veulent ainsi.

### LE JACOBINISME AUX ETATS-UNIS

Bonald, ce prophète du passé, comme l'a judicieusement qualifié un critique romantique, a écrit quelque part qu'il n'y avait eu, dans le cours de l'histoire, que deux peuples dont un homme politique dût se préoccuper de comprendre et de méditer les destinées : — Rome et la France. Malgré l'admiration raisonnée que nous professons pour le plus clairvoyant des philosophes antirévolutionnaires, il nous est impossible de souscrire à ce jugement que nous trouvons trop exclusif. Nous sommes surpris d'abord de ce qu'un homme, aussi profondément imbu que Bonald de l'esprit du catholicisme, n'ait pas donné dans cette nomenclature une petite place à ce résumé succinct des folies de l'humanité et de la sagesse de la Providence que nos législateurs républicains ont proscrit de l'enseignement pédagogique et qui s'appelle l'histoire sainte. Les merveilleux parti qu'en a tiré Bossuet dans son *Discours sur l'histoire universelle* est là pour témoigner que les annales du peuple juif peuvent fournir aux chefs de peuples le sujet d'utiles méditations. Enfin, nous pensons que les fastes de toutes les nations policées offrent à l'observateur des leçons, sinon toujours nouvelles, du moins infiniment variées dans leur caractère et dans leur tragique éloquence. Peut-on soutenir, par exemple, que, pour n'être pas aussi grandiose en son atrocité que celle de la vieille Rome, l'histoire des républiques italiennes au Moyen-âge et à la Renaissance, soit dénuée de cet intérêt puissant et de cette moralité terrifiante qui font du destin des nations les drames à la fois les plus sombres et les plus vivants ? Non : rien, à notre avis, n'est à négliger dans l'histoire humaine et, dans tous les milieux et sous toutes les latitudes, le développement des sociétés passe par des phases originales, quoique prévues.

C'est à ce titre et à bien d'autres encore que le livre qui vient d'être publié par M. Albert Gigot, ancien préfet de police, sur le général Jackson, l'un des présidents les plus célèbres de la République des Etats-Unis (1), nous a vivement frappé. Cet essai biographique, qui révèle chez son auteur un jugement lumineux et sûr, un goût noble des enseignements de la politique, une rare fixité de principes au point de vue social, est, à proprement parler, l'histoire de l'étrange et fatale transformation que subit l'œuvre de Washington pour ainsi dire dès le jour où le peuple nouveau se trouva livré à lui-même. La République des Etats-Unis telle que l'avait conçue et fondée Washington était essentiellement aristocratique et fédérative. Les droits et les pouvoirs politiques n'y étaient point dévolus aux individus, mais aux groupes, aux familles. Les comités, les Etats et la République offraient pendant quelque temps le spectacle d'un essai de gouvernement paternel. La nature des mœurs, importées d'Angleterre par les premiers immigrants et traditionnellement conservées pendant deux siècles et plus par leur descendance, rendait l'expérience facile et l'imposait presque.

Des habitudes religieuses invétérées, des sentiments simples, des goûts presque exclusivement ruraux caractérisaient ces familles patriarcales, qui constituaient encore en Amérique une aristocratie plus hantaine et plus fermée que celle de notre faubourg Saint-Germain. En réalité, la Constitution américaine, élaborée par le génie utopique de Washington, était la Constitution anglaise sans le roi. Or, tous les penseurs indépendants s'accordent pour reconnaître que le pouvoir royal n'est pas un rouage essentiel de la Constitution anglaise ; que cette Constitution est républicaine et aristocratique dans son essence ; aristocratique précisément parce qu'elle est républicaine.

Jusqu'à la présidence de Jefferson, cet organisme de gouvernement fonctionnait bien que mal, sans que les causes de ruine qu'il portait en lui s'accusassent trop visiblement. Mais, avec Jefferson, imbu par son séjour en France, d'idées jacobines, l'influence de la populace, du roi *Mob* sur les élections d'abord, et ensuite sur la direction des affaires publiques, se fait sentir, et avec Jackson elle devient toute-puissante.

L'élection de Jackson, en 1828, marque donc bien, pour la République des Etats-Unis, la fin d'un état social particulier, la fin d'un monde. Jackson, c'est la personification de la populace avec ses instincts grossiers et ses sentiments implacables ; le triomphe de Jackson, c'est le triomphe d'un parti.

Aussitôt que ce véritable président des nouvelles couches, dont la vie avait été un roman aventureux, immoral et parfois taché de sang, s'installe à la Maison Blanche, il inaugure un système nouveau que les Américains ont baptisé le *système des dévouilles* et que nos républicains de France qui le leur ont emprunté appellent aujourd'hui le *système des épurations*. Toutes les fonctions rétribuées de la République sont, après Jackson, dévolues aux adeptes du parti triomphant ; et comme ces fonctions ne sont pas assez nombreuses pour contenir tous les appétits, on en crée de nouvelles. Le budget alors grossit démesurément ; les dépenses publiques cessent d'être contrôlées ; les scandales apparaissent, mais les complications les voilent et les étouffent. Dès lors, la politique devient l'exploitation du peuple par une poignée de malfaiteurs.

Mais si nous voulions poursuivre jusqu'en ses détails l'examen des analogies que présentent à cet égard notre histoire contemporaine et celle des Etats-Unis, nous excéderions de beaucoup les limites habituelles de nos articles quotidiens. Nous préférons, pour aujourd'hui, renvoyer nos lecteurs au livre de M. Albert Gigot, après les avoir prévenus qu'ils trouveront dans ces *choses d'Amérique* un reflet des choses de France.

### LE CONSEIL MUNICIPAL ET LES GRANDS TRAVAUX

La commission du conseil municipal chargée d'étudier la question de l'emprunt, ne veut décidément pas que la Ville fasse un nouvel appel au crédit.

C'est ce qui résulte du rapport que M. Cernisson vient de présenter au nom de cette commission.

D'après le rapport, il suffira, pour permettre à la Ville de continuer les grands travaux de Paris, d'établir des centimes additionnels au principal de ses contributions pendant la période de douze années, comprise entre 1886 et 1897 ; mais la commission n'y va pas de mains mortes : 34 centimes sur la contribution foncière, 33 centimes sur la contribution des portes et fenêtres, 28 sur les patentes.

Le produit de ces impositions serait employé concurremment avec les fonds libres de chaque exercice :

1° Au montant des annuités nécessaires au paiement d'immeubles scolaires :

2° A l'exécution des travaux ci-après :

1 Paiements à terme (immeubles scolaires).....	1.700.000
2 Annuités à payer pour la Sorbonne et les deux lycées.....	9.450.000
3 Création d'établissements scolaires (acquisition d'immeubles et travaux).....	25.000.000
4 Assistance publique.....	20.000.000
5 Bâtiments communaux (mairie, halles, marchés, entrepôts, etc., travaux d'architecture et acquisition d'immeubles).....	20.000.000
6 Opération de voirie.....	104.000.000
7 Amélioration du service des eaux.....	15.500.000
8 Dérivation de nouvelles sources.....	42.000.000
9 Canalisation, bouches d'égout.....	10.000.000
10 Canaux.....	4.000.000
11 Egoûts.....	18.000.000
12 Irrigation et assainissement de la Seine.....	13.000.000

Dépenses totales..... 282.650.000

L'établissement de centimes additionnels constitue-t-il la meilleure solution de la question des travaux de Paris ?

Nous en doutons pour notre part, et nous continuons à penser qu'il eût été plus équitable et plus pratique d'avoir nettement et franchement recours à un emprunt.

### Le notaire de Mont-de-Marsan

Nous avons annoncé la fuite du citoyen Cabaret, notaire à Mont-de-Marsan, agent électoral républicain et qui avait pris la précaution d'emporter avec lui l'argent qui lui avait été confié par ses clients.

Ce consciencieux radical vient d'être arrêté à Pessac, dans une maison de la Promenade-gasque, qu'il habitait sous le nom de Jean de Bressailles.

Il a commencé par nier son identité, mais on a trouvé plusieurs objets qui ne laissent aucun doute et il a fini par avouer.

Il a dit qu'il s'était sauvé en Allemagne, puis à Pessac, où il habite depuis quatre mois.

C'est par suite d'un avis de la police de Paris adressé à la police de Pessac et disant que des lettres de Cabaret portant le timbre de la capitale de la Hongrie, étaient arrivées en France, qu'on a découvert la trace du coupable.

Encore une victime de la réaction et de la police !

Une note officielle, publiée ce matin par plusieurs journaux opportunistes, déclare que « M. Grévy n'a jamais profité, directement ni indirectement, d'un centime sur les fonds secrets d'aucun ministère ».

Cet avis ne saurait manquer de produire un effet excellent.

Le prestige de M. Jules Grévy eût été, en effet, gravement atteint, si on l'avait pu soupçonner réellement de faire sur les fonds secrets des profits d'un centime.

C'est bien peu de chose, sans doute, et quoiqu'on ne doive point, en bonne économie ménagère, dédaigner les petits profits, cependant un simple centime est une somme si faible qu'on a le droit, comme on dit dans le gouvernement, de la traiter de quantité négligeable, quand on a quelques autres ressources, celle, par exemple, de vendre très cher les lapins des chasses de l'Etat.

Enfin, la France sera heureuse d'apprendre que M. le président de la République n'en est pas réduit, pour conduire sa famille à la campagne, de solliciter un centime de la générosité de M. le ministre de l'intérieur.

### CHRONIQUE ELECTORALE

Le comité du Pas-de-Calais s'est réuni mercredi, à Arras, et a adopté à l'unanimité une liste de candidats qui donne satisfaction à toutes les nuances de l'opinion conservatrice.

L'entente, qui s'est établie dans le Pas-de-Calais, est due à la sagesse et à la modération des hommes qui sont placés à la tête de l'opinion. Déjà, leur loyal accord avait assuré le triomphe des dernières élections sénatoriales à 300 voix de majorité. Le succès des élections législatives prochaines ne sera que la conséquence de cette première victoire. Les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Voilà un bon exemple à suivre par les autres départements.

## ÉCHOS

Sont promus divisionnaires, MM. les généraux de brigade :

Fay, commandant la 14<sup>e</sup> brigade d'infanterie, et nommé au commandement de la 27<sup>e</sup> division de Grenoble ;

Delloy, commandant la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie ;

Lenex Colty de Brécourt, chef d'état-major du 5<sup>e</sup> corps d'armée, et nommé inspecteur général du 5<sup>e</sup> arrondissement d'inspection permanente de cavalerie, avec résidence à Marseille ;

Dejean, commandant l'artillerie du 17<sup>e</sup> corps d'armée et nommé membre du comité consultatif des fortifications.

Sont promus brigadiers, MM. les colonels :

Larchey, du 31<sup>e</sup> régiment d'infanterie, et nommé au commandement de la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie, à Sedan ;

Demay, du 38<sup>e</sup> régiment d'artillerie ;

Laveuve, chef d'état-major du 3<sup>e</sup> corps d'armée, et maintenu dans ses fonctions ;

Vargne, du 3<sup>e</sup> régiment du génie ;

Ducheyron, du 10<sup>e</sup> régiment de cuirassiers, et nommé au commandement de la brigade de cavalerie du 12<sup>e</sup> corps, à Limoges ;

Bertrand, du 3<sup>e</sup> régiment de zouaves ;

Clément, du 133<sup>e</sup> régiment d'infanterie.

M. le général Pereira, commandant la 1<sup>re</sup> brigade de la division de réserve du corps du Tong-King, est nommé au commandement de la 14<sup>e</sup> brigade d'infanterie, à Mans ;

M. le général Sermensan, commandant la 2<sup>e</sup> brigade de la division de réserve du corps du Tong-King, est nommé au commandement de la 69<sup>e</sup> brigade d'infanterie, à La Rochelle ;

M. le général de brigade Nismes, disponible, est nommé au commandement de la 17<sup>e</sup> brigade d'artillerie, à Toulouse.

Le ministre des beaux-arts n'avait pas épuisé sa réserve de croix pour le 14 juillet, voici des nouvelles nominations :

MM. Darcel, directeur du musée des Thermes et de Cluny, ancien administrateur de la manufacture des Gobelins ; et Carrier-Belleuse, statuaire, directeur des travaux d'art à la manufacture de Sevres, sont promus officiers de la Légion d'honneur.

Parmi les chevaliers, nous remarquons :

Mailard, artiste peintre, professeur à la manufacture des Gobelins ;

Lucien Magne, architecte, a organisé l'importante exposition des vitraux appartenant aux monuments historiques ;

Paul Lorain, architecte ;

Sauvageot, architecte, graveur d'architecture, publiciste ;

Marcel Deslignières, architecte ;

Leon Parville, céramiste ;

Eugène Legrain, sculpteur.

Nous remarquons aussi avec plaisir la

nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de M. Robert Nourrit, le libraire-éditeur bien connu, associé de M. Eugène Plon avec lequel il a participé à l'exposition du cercle de la Librairie, de l'Imprimerie et de la Papeterie qui a obtenu trois diplômes d'honneur.

L'Académie des beaux-arts a reçu hier le décret approuvant l'élection de M. Daumet dans la section d'architecture, en remplacement de M. Ballu.

Le nouveau membre, après lecture de ce document, a pris place parmi ses confrères.

On annonce pour les premiers jours d'octobre le mariage de Mlle Clary avec M. de la Croix.

Mlle Malcy Clary est la fille du comte Clary, ancien sénateur, et de la comtesse née Talbot. Sa sœur aînée est mariée au comte Niel, fils du maréchal Niel.

La famille Clary est, comme on sait, alliée au roi de Suède, aux Wagram, aux Murat, etc.

Quant à M. de la Croix, c'est un jeune officier qui est en ce moment attaché au corps d'armée de Lyon. Son cousin a épousé, il y a quelques années, Mlle de Noailles.

Hier, à Londres, on a arrêté un individu qui avait proféré des menaces contre la princesse Béatrice.

Cet individu, nommé Mullins, qui il y a quelques années avait été placé dans un asile d'aliénés pour avoir tiré sur la reine Victoria, a pu s'échapper et est arrivé à Londres dimanche dernier, avec l'intention formelle, disait-il, de mettre un frein aux mariages des princesses royales anglaises avec des princes allemands.

Dénoué par un matelot, il a été enfermé cette fois solidement.

Hier, dans nos Dernières Nouvelles, nous avons annoncé la mort du général de brigade de Treulianin ; il était âgé de soixante-trois ans et appartenait à l'infanterie de marine ; il avait été mis récemment en retraite. Cet officier général avait de très beaux états de services : Crimée, Italie, Chine et Indo-Chine. Il avait rempli, en 1870, les fonctions de chef d'état-major de l'héroïque division d'infanterie de marine qui s'est illustrée à Bazeilles.

Appelé deux fois à remplir les fonctions de gouverneur de la Cochinchine par intérim, M. de Treulianin a laissé dans cette colonie les meilleurs souvenirs.

Peu avant d'être mis sur le cadre de réserve, au mois de décembre dernier, il avait été nommé grand-officier de la Légion d'honneur, en récompense de ses services.



Par les autorités qui leur ont offert le vin d'honneur.

## CHINE ET TONG-KING

Nous allons, paraît-il, recommencer de ne pas savoir la vérité sur ce qui se passe au Tong-King. Les dépêches optimistes vont se succéder comme au temps de M. J. Ferry.

En effet, si l'on s'en rapporte à la dépêche publiée hier par les soins du gouvernement, Thuyet, le chef des Pavillons-Noirs, serait en fuite, abandonné par une grande partie de ses partisans; or, de renseignements nouveaux, il résulte que rien n'est moins vrai.

Voici, d'abord, ce que dit un télégramme de Londres, adressé à un de nos confrères du matin :

Londres, 25 juillet, 11 h. 45.

Je crois devoir insister de nouveau sur les bruits graves qui circulent relativement à la situation du Tong-King et dans l'A-nam.

Nous savons que trop souvent les informations de source anglaise ont été confirmées par les événements. Aussi agirez-vous sagement en mettant en garde vos lecteurs contre tout optimisme.

De son côté, le *Figaro* publie les renseignements suivants :

De Hanoi même, on fait savoir que le général de Courcy a bien, en effet, reçu cette nouvelle lors de son passage à Hai-Phong, mais qu'il n'y croit pas.

Son service de renseignements, l'espionnage nécessaire à la guerre, l'a au contraire informé que Lin-Vinh-Phuc est toujours à la tête de ses troupes, décidé à résister jusqu'à la dernière extrémité, dans la région du Haut-Pieu, où il est établi depuis l'automne.

Ses bandes font mieux; elles se sont dérobées pendant l'incursion forcée des troupes françaises, due à la chaleur torride de la saison; elles ont suivi la rivière du Day et sont arrivées à donner la main à Thuyet dans le N-ga et le Than-Hoa.

C'est à regret le ministre de la guerre averti de ce succès considérable que travaille en ce moment le général de Courcy.

Mais, comme on le voit en jetant les yeux sur une carte, depuis Lao-Kai jusqu'à Da-Nang, toute la presqu'île, qui est censée protégée par nous, est, en réalité, occupée par nos ennemis, Pavillons-Noirs, Chinois déserteurs et Annamites révoltés.

Nous tenons à grand-peine la région située sous le canon des places fortes; et quand on songe qu'en pleine paix avec le gouvernement chinois, nous ne pouvons même pas occuper certains des postes abandonnés par nos troupes, on se demande comment par une campagne il va falloir enlever pour arracher les autres aux Pavillons-Noirs, qui s'y sont solidement installés maintenant.

Thuyet-Binh est fortement retranché et sert de base d'opérations à une véritable armée d'irréguiliers qui baigne la rivière Claire et qui couvrent les forêts leur servant de retraites.

Pendant que le Tong-King est, pour les quatre cinquièmes de son territoire, occupé par les guerriers de Lin-Vinh-Phuc, l'Annam tout entier est révolté. Sans les petites places où sont nos troupes, le reste du pays ne reconnaît que l'autorité du ministre Thuyet. Il y a entre autres la riche province de Than-Hoa qui lui est très dévouée et que, pour ce fait, le général de Courcy a résolu d'occuper. Avec quelles troupes?

Déjà il a dû retirer du Tong-King toute l'infanterie de marine et à Cambodge une partie de ses soldats, pour essayer de reprendre ces provinces que l'insolent gouverneur Thomson a laissées se mettre en état de rébellion — les provinces les plus pacifiques...

Nous avons reproduit, dans notre numéro du 22, une série de pièces publiées dans la *Revue scientifique*, touchant le conflit sino-français, l'orgueil de M. Harmand, commissaire général civil, avait soulevé entre lui et les chefs militaires. Voici d'autres documents à ajouter à ceux-là :

Le général Bouët avait, lors de son arrivée au Tong-King, décrié d'état de siège tout le Delta. M. Harmand avait levé l'état de siège.

Le général Bouët avait adressé aux troupes un ordre du jour pour les complimenter de leur belle conduite. M. Harmand s'était trouvé offensé de ce que l'ordre du jour n'était pas été soumis à son approbation avant d'être publié.

A quelque temps de là, M. Harmand adressa au général en chef une lettre inqualifiable, dont voici quelques passages :

... Je regrette infiniment d'être obligé de vous faire savoir que l'escort général de la communication que vous m'adressez ne peut avoir mon entière approbation. Il est permis de penser que les préoccupations personnelles y tiennent malheureusement trop de place, et que le souci du succès final n'est pas la seule pensée qui a dicté les considérations qui la terminent.

... Tout le monde sait quelle liberté d'allures vous laissez à cet officier (peu importe le nom) : elle est telle, qu'elle frappe immédiatement l'œil le moins prévenant et donne lieu à certaines appréciations, qui ne sont pas toutes dénuées de fondement.

... Vous avez bien voulu m'avouer vous-même combien ma nomination vous avait été désagréable. Il n'est pas bon de laisser percer dans les relations officielles ce que la liberté des conversations privées et amicales peut seule atténuer.

... Je ne puis que vous dire, du reste, mon cher général, que, si je vous fais part de ces réflexions, c'est que je me crois tenu d'agir ainsi, non pour moi-même, mais pour le bien de la cause dont nous avons la charge l'un et l'autre. Ceci ne changera rien à mon désir, dont je pense vous avoir donné quelques témoignages, de m'effacer moi-même devant votre autorité, plus parvienne que mes instructions ne me le commandent, quand j'estime cette réserve utile au bien du service.

Je ne vous demande pas de m'en savoir gré. Mais ce que je ne saurais admettre, c'est que l'esprit d'opposition et de jalousie qui règne autour de vous et qui vous a déjà fait beaucoup de mal, prenne de plus grandes proportions. Ce serait là un grand malheur pour notre entreprise et pour la République, malheur que notre étroite union seule peut conjurer.

J. HARMAND.

Le général Bouët répondit :

En raison de la lettre blessante que vous m'adressez et que j'ai cru devoir transmettre au ministre, en demandant mon rappel, nos relations doivent se borner à des relations officielles et, autant que possible, par correspondance.

Je vous rendrai compte par écrit de tout ce que je croirai devoir faire. Quant aux questions à traiter exigeront ma présence, je serai, comme par le passé, prêt à répondre à votre appel.

Bouët.

Ceci se passait à Hanoi, dans la dernière quinzaine d'août 1883. Trois semaines plus tard, le général Bouët s'embar-

quait à Haiphong, et à la fin de la même année M. Harmand repartait lui-même pour la France.

## GAZETTE DE PARIS

## LES FEMMES DE LETTRES MODERNES

SILHOUETTES

IV

Galerita

C'est sous ce pseudonyme qu'une femme du monde vient de publier un charmant volume, édité par Lemerre avec beaucoup de luxe, et qui s'appelle *Un Trousseau de clefs*.

C'est la réunion d'une trentaine de contes, dans lesquels tous les genres de clefs sont passés en revue, depuis la clef du chambellan jusqu'à la clef des champs, sans oublier la clef des cœurs et la passe-partout.

Quelques-unes de ces petites nouvelles sont d'admirables morceaux finement ciselés, ou une douce malice raille agréablement les petits travers; d'autres sont empreints d'une émotion saine, et cependant puissante, obtenue avec des procédés d'une étonnante simplicité; d'autres enfin sont animés de l'amour de notre pays, de souvenirs ineffaçables et des espérances caressées.

Pas n'est besoin de le mettre lui-même sous clef, cet aimable trousseau, aucune n'ouvrira les cœurs à des sentiments qui ne soient élevés, à des émotions qui ne soient saines et douces.

L'auteur a eu bien raison de signer son volume du nom de Galerita, qui veut dire alouette; en effet, au milieu de ces pages pures comme un matin d'été, l'alouette gaiole, l'oiseau national, jette les notes éclatantes de son chant joyeux, qui à certains moments sonne comme une fanfare de clairon, ou comme un appel guerrier!

Mme Georges de Peyrebrune

C'est au premier rang dans l'histoire du roman moderne qu'il faudra placer Mme de Peyrebrune.

Je ne crois pas qu'il y ait une nature d'artiste aussi complète, aussi logiquement équilibrée que la sienne. Je ne parlais pas de sa beauté ni de sa grâce, si ce n'est mystérieux et indéfinissable, unis-sait l'œuvre et l'auteur.

Avec son allure de Melpomène, ses attitudes de statue antique, l'élégance ou plutôt l'harmonie de ses mouvements, elle fait penser aux prêtresses de l'art grec; sa beauté toute païenne se retrouve et rayonne dans les pages de ses livres; une passion sombre couve, s'allume et s'exaspère dans les cœurs élargis de ses héros; cependant, si la vérité vraie est un peu écartée, la vérité artistique illumine tout de sa splendeur.

Mme de Peyrebrune est quelqu'un; elle a un style personnel, une conception qui lui est propre, une manière de voir qui n'est empruntée à aucune école.

C'est dans son volume intitulé : *Séparation* que ces grandes et rares qualités se montrent avec le plus d'évidence. Ce livre n'est pas un plaidoyer banal en faveur du divorce, ce n'est pas l'histoire d'une passion absolue et immuable; c'est un tableau où se détache une figure de femme enlevée avec des touches puissantes et hardies; c'est le récit d'une liaison de six ans entre un artiste et une femme plus âgée que lui; c'est le drame poignant de la femme qui se sent vieillir, dont l'amour s'exalte alors que la jeunesse s'en va; d'une femme qui se survit à elle-même. Il y a là toutes les douleurs — mais délicieusement embellies — de la vieillesse qui vient trop tôt, des rides qu'on n'ose s'avouer, des cheveux blancs qu'on ne veut pas voir... L'amour se grandit jusqu'au sacrifice, et la « vieille maîtresse » fait épouser à celui qu'elle aime la jeune fille qui doit lui donner le respect, le calme et l'affection légale et respectée.

Mme de Peyrebrune sait exprimer de hautes et belles pensées dans un langage superbe. Elle a publié plusieurs romans, tous dignes de celui-ci : *Marco*, les *Femmes qui tombent*, *Jean Bernard*, *Polichinelle et Cie*, *Sous les branches*, *l'Apollon mythique* et *Gatienne* qui devient une pièce de théâtre dont le monde connaît les tribulations dues à la fantaisie de celle qui s'est elle-même appelée la Grande Toquée.

Un des derniers volumes publiés par Mme de Peyrebrune porte le titre de *Victoire la Rouge* et, à ce sujet, je suis heureux de faire bénéficier mes lecteurs d'un vrai régal littéraire, d'une lettre inédite du grand poète Mistral.

La voici :

« Ma belle dame,

« Quel joli souvenir vous m'envoyez ! un magnifique article sur Nerlo, une riche couronne de poète, tressée par une main de femme avec un art exquis, avec les fleurs les plus embaumées et les plus fraîches, les fleurs de votre cœur et de votre esprit. Vous êtes bonne et je suis tout ému de la gracieuseté de la générosité que vous me faites.

« J'ai lu, moi aussi, *Victoire la Rouge*, intéressé d'un bout à l'autre, les yeux soulevés humides, j'ai été étonné, ravi de voir une femme, une belle grande dame, savoir si bien les choses des champs, se jouer pour ainsi dire avec tant de naturel dans les rudes broussailles de la vie populaire; vous avez donc vécu longtemps parmi les paysans ? Votre roman est d'une vérité navrante, d'une sincérité admirable et adorable. Ce drame de la batarde, livrée à toutes les brutalités des rustres, battue comme une épave par la féroce des mœurs et de la destinée, je l'ai rencontrée aussi devant mes pas. Vous l'avez retracé avec une vigueur superbe et une pitié divine.

« Votre roman est une bonne œuvre et une fière œuvre d'art, je vous félicite et vous félicite de toute mon âme.

« MISTRAL. »

Etincelle

Je ne soulèverai pas la voile qui cache la personnalité d'Etincelle.

Pendant longtemps, le secret fut bien gardé et tout le monde crut que l'auteur qui garnit le monde du *Figaro* portait un habit noir et une cravate blanche.

Je laisserai à des mains plus audacieuses que les miennes le soin d'arracher le loup de vêtements noirs qui ne laisse voir que l'éclatante blancheur de son regard.

Elle n'en a pas couvert ses traits pour exciter la curiosité, mais sincèrement, pour ne pas être reconnue. Que sa volonté soit faite ! Elle a divisé sa vie en deux parts; celle qui appartient au public aussi lumineux que possible, celle qui appartient à son foyer, à ses amis, aux siens, aussi doucement cachée qu'elle le peut.

Ne nous occupons donc que de l'auteur. Aussi bien, le sujet de ses articles et de ses œuvres nous laissera facilement deviner que la femme est aristocratique; leur forme nous prouvera qu'elle est élégante et jeune; la délicatesse des pensées et la bienveillance des jugements nous donnera la certitude qu'elle est aussi bonne que nous l'avons devinée belle.

Sans l'avoir jamais vue, il est impossible, après avoir lu dix pages signées d'elle, de se la représenter autrement que de cette façon :

Elle doit être blonde, car elle est douce; elle a des yeux bleus, car elle est bonne; et elle doit écrire ses jolies lettres de mouche sur un petit bureau coquet, à la clarté d'une haute lampe artistique que recouvre un grand abat-jour cravaté de satin rose.

(A suivre.)

EUGÈNE BRIEUX.

## La séance de la Chambre

Le ministre colonial demande encore à dévorer douze millions. Ce crédit est destiné à l'expédition de Madagascar qui prend décidément tournure et entre dans la voie des gros chiffres. Encore, ne savons-nous pas au juste ce qu'on veut en faire; il faut attendre que le Gouvernement ait parlé.

Au fait hier trois discours sur cette demande de crédit. M. Périn, l'infatigable adversaire des expéditions lointaines et coloniales, a montré les difficultés, les dangers de cette nouvelle conquête qui rentrait dans les tristes plans de Pizarro-Jules Ferry.

On croyait pouvoir s'emparer de l'île, en quelque sorte sans coup férir; il a fallu revenir de cette illusion, et ce ne sera que par une guerre en règle, avec beaucoup d'hommes et beaucoup d'argent, qu'on pourra s'établir à Madagascar, car, même dans les conditions du protectorat, quant aux bénéfices de l'entreprise, on promet, dans le rapport, des mines de charbon, des cannes à sucre et de magnifiques troupeaux de bœufs. Il est probable que le rapporteur n'a jamais mangé du bœuf de Madagascar, qui se distingue de ses congénères européens par une bosse, et une chair coriace d'un très mince régime.

M. G. Périn est d'avis que la France, après avoir obtenu des réparations qui sont dues à ses nationaux, se retire de Madagascar et se conserve toutes ses forces, en hommes et en argent, pour assurer sa situation continentale.

Les députés de la Réunion sont fanatisés de la conquête de Madagascar. L'année dernière, M. Durcau de Valenciennes affirmait que les volontaires de notre colonie suffiraient, à eux seuls, pour s'emparer de cet immense territoire. Tous nos jeunes croisés brûlaient de s'enrôler pour cette expédition. Or, ces volontaires n'ont pas dépassé le nombre de 270. Il a donc été et il est encore nécessaire de leur adjoindre quelques milliers d'hommes de la métropole.

M. de Mahy a embouché le clairon guerrier sur un ton plus haut encore que son collègue. Selon lui, la conquête de Madagascar est la panacée qui doit guérir la France de tous ses maux. Il y voit la solution de la question sociale, et tous les déclassés, tous ceux qui luttent pour la vie sur le continent, s'acheminent vers cet Eldorado et y fonder des colonies prospères. Il a célébré le sol plantureux de cette « Normandie tropicale », n'oubliant pas les troupeaux de bœufs qui avaient déjà séduit le rapporteur. Enfin, comme suprême attrait, il nous a appris que les femmes y étaient plus nombreuses que les hommes, et que l'alliance avec les Français y était très recherchée. Quel rêve ! Un sérail de femmes malgaches !

Le député de la Réunion a profité de l'occasion, pour faire l'histoire du pays qui lui a donné le jour et son mandat parlementaire. Cette histoire, qui remonte jusqu'à la découverte de l'île par les Portugais, est intéressante et contient des pages très glorieuses. Le courage, le patriotisme, l'esprit d'initiative et d'initiative de cette population insulaire méritent les justes éloges que lui a décernés M. de Mahy. Ils mériteraient un meilleur sort à ce pays aujourd'hui si déchu de son ancienne prospérité. La maladie de la canne y a causé des désastres incalculables, et maintenant que les récoltes sont devenues meilleures, l'avidité du prix du sucre achève la ruine des habitants. Ce prix est tombé, dans ces derniers temps, jusqu'à 22 centimes le kilogramme, ce qui ne paie pas, à beaucoup près, les frais de production.

Aussi la propriété est-elle invendable. Elle passe peu à peu entre les mains des prêteurs d'argent à gros intérêts qui exploitent le propriétaire incapable de payer. La situation s'aggrave encore d'un état monétaire très difficile et qui complique les transactions. Il nous semble que les députés de la Réunion auraient beaucoup à faire chez eux et pour améliorer le sort de leurs électeurs, et que cela serait beaucoup plus utile que de pousser à la conquête de Madagascar.

M. Pelletan a fait à son tour une nouvelle charge à fond contre la politique coloniale, et contre l'expédition de Madagascar qui rentre dans le programme de cette politique. Il s'est attaché à établir qu'il y avait là un plan parfaitement défini d'agrandissement colonial, un système arrêté et suivi de conquêtes lointaines. On était décidé à chercher pour la France, réduite à l'inaction sur le continent, des compensations extérieures;

Et puis, ajoute l'orateur, comme on sentait que l'argument ne suffisait pas, on nous apportait en même temps une doctrine économique et une doctrine humanitaire que je rappelle d'un mot.

Nous avons appris ainsi que c'était un devoir imposé à toute race supérieure de civiliser les barbares à coups de canon. Si nous consultons ces barbares, il est probable qu'ils nous en dispenseraient.

De là ces guerres implacables, sans pitié, ces villes ruinées et bombardées. Tout cela doit cesser, mais nous remplissons un devoir de charité chrétienne, suivant la théorie apportée ici par M. de Mahy, M. Frenel et M. Ferry.

M. Jules Ferry. Il faudrait lire un peu les textes dont vous parlez.

M. Camille Pelletan. M. Jules Ferry parlait de la civilisation des races supérieures vis-à-vis des inférieures.

Il disait que si nous avons le droit d'aller chez ces barbares... C'est-à-dire de faire une expédition lointaine... c'est que nous avons le devoir de les civiliser.

C'est bien la doctrine que je rappelais tout à l'heure.

M. Jules Ferry. Permettez-moi de compléter votre citation. Dans ce discours du 27 mars, je suis entré dans le développement que vous citez en réponse à ceux qui nous reprochaient d'avoir négocié avec les barbares.

J'ai parlé du devoir de civilisation qu'ont les races supérieures en les considérant au point de vue de l'utilité qu'il peut y avoir à enlever aux races inférieures le respect des traités. (Mouvement)

M. Camille Pelletan. M. Jules Ferry dit encore : « Nous, les provocateurs, provocateurs de la civilisation... »

M. Jules Ferry. Je ne désavoue nullement cette doctrine. (Bruit.)

M. Camille Pelletan. Il me paraît résulter des paroles de M. Jules Ferry qu'il ne désavoue nullement cette doctrine, d'après laquelle nous aurions le devoir de nous établir par la force chez les barbares pour les civiliser. (Mouvement divers)

M. Jules Ferry. Je vous répondrai autrement. M. Camille Pelletan.

M. Camille Pelletan. On nous exposait encore cette doctrine que les expéditions lointaines étaient un moyen d'ouvrir des débouchés au commerce et de constituer une sorte de Caisse d'épargne où la France mettrait ses économies. (On rit.)

Et comment on a engagé le pays sur tous les points du globe; c'était bien là un système, et même un triple système, le premier ayant pour but de développer nos conquêtes en Orient parce que l'Europe nous était fermée depuis 1870; le second système humanitaire, ayant pour but la civilisation des races barbares à coup de canon et enfin le troisième système économique, destiné à former cette grande caisse d'épargne des expéditions lointaines où la France se trouve actuellement avoir déjà mis un demi-milliard.

M. J. Ferry a promis un discours. Cette rentrée aura lieu lundi probablement. Les vieux débris du centre auront, avant de mourir, la joie suprême d'entendre une dernière fois cette voix aimée.

## LE TESTAMENT LITTÉRAIRE DE VICTOR HUGO

Les exécuteurs testamentaires de Victor Hugo nous communiquent le document que voici :

Je veux qu'après ma mort tous mes manuscrits non publiés, avec leurs copies si elles existent, et toutes les choses écrites de ma main que je laisserai, de quelque nature qu'elles soient, je veux, dis-je, que tous mes manuscrits, sans exception, et qu'elle qu'en soit la dimension, soient réunis et remis à la disposition des trois amis dont voici les noms : Paul Meurice, Auguste Vacquerie, Ernest Lefèvre.

Je donne à ces trois amis plein pouvoir pour requérir l'exécution entière et complète de ma volonté.

Je les charge de publier mes manuscrits de la façon que voici :

Lesdits manuscrits peuvent être classés en trois catégories :

Premièrement, les œuvres tout à fait terminées;

Deuxièmement, les œuvres commencées, terminées en partie, mais non achevées;

Troisièmement, les ébauches, fragments, idées éparpillées, vers ou prose, semés çà et là, soit dans mes carnets, soit sur des feuilles volantes.

Je prie mes trois amis, ou l'un d'eux choisi par eux, de faire un triage avec le plus grand soin et comme je le ferais moi-même, dans l'esprit et dans la pensée qu'ils me connaissent et avec toute l'amitié dont ils m'ont donné tant de marques.

Je les prie de publier, avec des intervalles, les œuvres jugées entre chaque publication.

D'abord les œuvres terminées; Ensuite, les œuvres commencées et en partie achevées; Enfin, les fragments et idées éparpillées.

Cette dernière catégorie d'œuvres, se rattachant à l'ensemble de toutes mes idées, quoique sans lien apparent, formera, je pense, plusieurs volumes, et sera publiée sous le titre OCKAN. Presque tout cela a été écrit dans mon exil. Je rends à la mer ce que j'ai reçu d'elle.

Pour assurer les frais de la publication de cet ensemble d'œuvres, il sera distrait de ma succession une somme de cent mille francs qui sera réservée et affectée auxdits frais.

MM. Paul Meurice, Auguste Vacquerie et Ernest Lefèvre, après les frais payés, recevront, pour se les partager entre eux dans la proportion du travail fait par chacun :

Sur la première catégorie d'œuvres, quinze pour cent du bénéfice net;

Sur la deuxième catégorie, vingt-cinq pour cent du bénéfice net;

Sur la troisième catégorie, qui exigera des notes, des préfaces peut-être, beaucoup de temps et de travail, cinquante pour cent du bénéfice net.

En dehors de ces trois catégories de publication, mes trois amis, dans le cas où l'un d'eux aura proposé de publier des lettres après ma mort, sont expressément chargés par moi de cette publication, en vertu du principe que les lettres appartiennent, non à celui qui les a écrites mais à celui qui les a écrites. Ils feront le triage de mes lettres et seront juges des conditions de convenance et d'opportunité de cette publication.

Ils recevront sur le bénéfice net de la publication de mes lettres cinquante pour cent.

Je les remercie du plus profond de mon cœur de vouloir bien prendre tous ces soins.

En cas de décès de l'un d'eux, ils désigneraient, s'il était nécessaire, une tierce personne qui aurait leur confiance, pour le remplacer.

Telles sont mes volontés expresses pour la publication de tous les manuscrits inédits, quels qu'ils soient, que je laisserai après ma mort.

J'ordonne que ces manuscrits soient immédiatement remis à MM. Paul Meurice, Auguste Vacquerie et Ernest Lefèvre pour qu'ils exécutent mes intentions comme l'essent fait mes fils bien aimés que je vais rejoindre.

Fait, et écrit de ma main, en pleine santé d'esprit et de corps, aujourd'hui vingt-trois septembre mil huit cent soixante-quinze, à Paris.

VICTOR HUGO.

Les exécuteurs testamentaires acceptent l'honneur de la mission qui leur est confiée, mais ils refusent l'argent que leur lègue le poète.

## JOURNAUX ET REVUES

Le *Temps* dit que le commandant Rivière a eu seul la responsabilité de l'expédition dans laquelle il a trouvé la mort, car le gouvernement et le gouverneur n'ont connu cette expédition qu'après.

Le *Monde* relève cette erreur historique d'une manière précise :

Le combat dans lequel le commandant Rivière a péri a eu lieu le 18 mai 1883; or, le 12 mai, celui-ci avait reçu une dépêche par laquelle le gouvernement s'autorisait à s'emparer de Son-Tay et de Bac-Ninh. La dépêche se terminait par ces mots : « Ne manquez pas non plus d'occuper Nih-Binh, qui est une position stratégique importante. »

Le *Temps* ne rectifiera-t-il pas ses assertions, qui tendraient à représenter Rivière comme s'étant laissé emporter par son « audace » — selon le mot de M. Challemeil-Lacour — et comme ayant contrevenu aux ordres qu'il avait reçus ?

Nous avons dit, à propos de l'affaire des pots-de-vin du pavage en bois, que le conseil municipal était facile à contenter quand on s'en prenait à son honneur; c'est aussi l'opinion du *National* qui s'exprime ainsi :

Mais en voici bien d'une autre ! Ce bruit, offensant pour le conseil municipal, parvient à ses oreilles. Il s'en émeut. Ce bruit n'est plus un simple chuchotement de paroles volantes; il a rencontré un écho dans la Ligue de l'Intérêt public; il revêt la forme d'articles de journaux; il revêt la signature, il s'intitule couramment « Le Scandale du pavage », sans toutefois sortir encore du vague. Le conseil municipal veut en avoir le cœur net et se laver des soupçons en tirant publiquement, solennellement, la chose au clair. Il ordonne une enquête.

Mais quelle enquête ! Elle s'en est allée en eau de boudin, sans rien éclaircir. Elle suffit pourtant au conseil, il s'en tient là; elle laisse flotter les soupçons comme avant; il se déclare content, et n'en demande pas davantage.

Cette enquête a consisté à interroger un rédacteur de journal qui avait déclaré en savoir long sur les tripotages du pavé de bois. Ce rédacteur n'a pas voulu se compromettre, ni s'engager en accusateur, ni compromettre ses amis, ni citer indistinctement les noms et les indices, répondant uniquement à la commission d'enquête : « Pour moi, les pots-de-vin ne font pas doute. »

Ayant recueilli cette déposition, le conseil municipal se calme. Son honneur est satisfait. Il ne donne plus aucune suite à l'affaire; il a ce qu'il lui faut; il rempoche son émotion et part tout envieux de confondre ses calomnieux.

— L'*Événement* n'aime pas les « scandales », surtout s'ils sont de Londres. Voici ce que nous lisons dans la feuille de M. Magnier :

Nous serions assez désireux de savoir jusqu'à quel point s'exerce, sur la vie publique, la « scandaleuse » industrie des marchands de « Scandales de Londres ».

On vend des « Scandales de Londres » comme on vendrait des Guides du visiteur à Paris. Des crieurs spéciaux se tiennent aux abords des gares et sur tous les points de Paris les plus fréquentés et vous aboient, littéralement, aux oreilles leur écorchée marchandise.

L'*Événement* a la pudeur tardive; ce journal n'a-t-il pas publié de longues listes sur les scandales de Londres et n'a-t-il pas alléché ses lecteurs par la reproduction de la *Pail Mail Gazette* ?

Si certains journaux français n'avaient pas spéculé sur une curiosité malsaine d'un certain public, on ne crierait pas dans les rues ce qui écorche les oreilles du rédacteur de l'*Événement*.

— La *Ligue*, journal de M. Andrieux, vient de commencer un roman de M. Henri de Lanoie, qui a pour titre : *Afolée*. Cette étonnante œuvre laisse supposer une étude féminine parisienne.

— A l'occasion du mariage de la princesse Béatrice avec le prince Henri de Battenberg, dont nous avons rendu compte hier, les journaux anglais sont entrés à l'avance dans les plus minutieux détails du programme de la cérémonie et se sont bien gardés d'oublier le *weddingcake*, ou gâteau de noces, dont tous les convives emportent un morceau et dont on envoie une tranche aux amis absents. Il ont même eu soin de décrire les *crackers* ou papillottes traditionnelles, qui renferment les photographies de la famille royale.

La *Pail Mail Gazette*, dont les publications obscènes ont encore occupé avant hier la Chambre des Communes, appelant le dessin à son aide, a donné, dans son numéro du 22 juillet, une vue du château d'Osborne, où les fêtes ont eu lieu; celle de l'église de Wipplingham où la bénédiction nuptiale a été donnée et trois autres dessins représentant le monument funéraire du prince-consort, la chaise de la reine et le yacht royal *l'Albion*, dans le port de Cowes.

Ces numéros spéciaux aura été moins productifs, nous en sommes convaincus, pour ce journal, que celui qui a révélé les *Scandales de Londres*.

Par suite d'un accident nous sommes obligés d'envoyer à demain



LE  
PORTEFEUILLE D'UN DIPLOMATE

I

Les gouvernements publient leurs pièces diplomatiques dans des volumes jaunes, bleus, verts, etc., sans doute pour nous indiquer qu'ils nous en font voir de toutes les couleurs. Le public n'attache pas une très grande importance à ces publications, qui sont, le plus souvent, une pâture insignifiante jetée à la curiosité parlementaire. Il reste convaincu que la diplomatie la plus intéressante est celle qui ne s'imprime pas. Il pense, non sans quelque raison, que c'est dans les cartons des ministères et dans les portefeuilles des diplomates qu'il faut aller chercher les documents les plus propres à montrer sous leur véritable jour les hommes et les événements.

Ceux que nous publions aujourd'hui proviennent de cette dernière source. Ils faisaient partie des papiers personnels conservés par un diplomate retiré depuis de longues années de la carrière, et mort aujourd'hui, et qui, sans avoir laissé un nom éclatant, n'en a pas moins été un serviteur laborieux et intelligent des intérêts français dans les divers postes qu'il a occupés. Les pièces qui font l'objet de cet article se rapportent à la période du coup d'Etat et de l'établissement de l'Empire, pendant laquelle il était chargé d'affaires à Vienne.

La première en date est une lettre du Prince-Président, antérieure de quelques jours seulement au coup d'Etat. Elle nous montre que le Prince correspondait directement, et par-dessus la tête de ses ministères, avec les représentants de la France à l'étranger. Elle est écrite sur un vulgaire papier bleu, sans aucun en-tête. La signature seule est autographe :

« Elysée, 10 novembre 1851.

« Je vous remercie des renseignements que vous m'avez adressés. Ils me prouvent l'inséparable avantage d'avoir, à Vienne, un représentant qui sait à la fois envisager sous leur véritable point de vue les nécessités dans lesquelles me jettent certaines circonstances, et les faire comprendre au gouvernement auprès duquel il est accrédité. Quels que soient les incidents survenus dans la marche des choses, j'en changerai rien à la politique d'ordre suivie par moi depuis trois années. Elle demeurera la même. Continuez, je vous prie, à en donner, à Vienne, la ferme assurance, et dites combien je suis sensible aux preuves de bonnes relations qu'on se montre disposé à entretenir.

Quant à la loi du 31 mai, une considération importante ne saurait échapper à toute personne sensée, c'est que l'intérêt du gouvernement est de séparer l'ivraie du bon grain, afin de détruire l'une et de conserver l'autre. Or, aujourd'hui, sous la bannière du suffrage universel, une foule d'honnêtes gens, égarés ou froissés, suivent des hommes pervers. Le rappel de la loi en ramènera le plus grand nombre. Il ne restera plus que les obstinés et les incorrigibles sur lesquels on pourra frapper sans hésitation et sans crainte. Tel est le véritable but et le résultat espéré du nouveau projet de loi. C'est à en combattre les fausses appréciations que je vous prie de vous appliquer. » Agréer, etc.

« LOUIS-NAPOLÉON. »

On remarquera que le Prince considérait l'abrogation de la loi du 31 mai comme un moyen de « séparer l'ivraie du bon grain ». C'était précisément ce qu'avaient voulu faire les auteurs de cette loi qui, en imposant de rigoureuses conditions de domicile, avaient éliminé trois millions d'électeurs. Ils avaient compté éloigner du scrutin les couches les plus remuantes du suffrage universel. Le projet d'abrogation, présenté par le gouvernement, fut repoussé à une majorité de trois voix. Ce vote consacra la rupture entre les deux pouvoirs. Il est du 13 novembre 1851.

Le coup d'Etat survient. « Les obstinés et les incorrigibles » sont frappés. Le Prince notifie l'événement aux souverains étrangers par des lettres particulières. Nous avons la copie de celle qui fut adressée à l'empereur d'Autriche. C'est le développement de la formule : « Je suis sorti de la légalité pour rentrer dans le droit. »

« Le Prince Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française, à Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, salut.

« Très cher grand ami, l'hostilité injuste et toujours croissante de l'Assemblée législative, ses tentatives répétées d'empêchement sur mon pouvoir, les menées des anciens partis menaçant la France d'une anarchie qui eût bientôt pu porter à la connaissance de Votre Majesté la part que j'ai eue de la prise de la capitale, la gravité de la situation, en mettant le droit et le salut public au-dessus d'une légalité devenue impuissante. La nation, consultée, a répondu spontanément. L'adhésion presque unanime des suffrages exprimés vient de ratifier mon appel au peuple du 2 Décembre, et de me conférer la Présidence décollée avec le mandat de faire une Constitution nouvelle. Tel est l'événement que je m'empresse de vous notifier. En créant l'unité politique, cet événement donne au pouvoir la force nécessaire pour garantir l'ordre social et assurer la sécurité.

« Les mesures exceptionnelles, commandées par les circonstances, n'empêcheront pas le pays de recevoir le plus tôt possible des institutions conformes à ses mœurs politiques, à ses besoins nouveaux. Le gouvernement tiendra surtout à honneur de maintenir la paix au dehors et de rendre plus intimes les relations qui existent déjà avec celle de Votre Majesté. C'est en se concertant pour marcher vers un but commun que les puissances pourront inaugurer une ère de prospérité nouvelle pour l'Europe. Je me plais à espérer que Votre Majesté partagera les sentiments qui m'animent et qu'Elle voudra bien concourir à l'affermissement des liens d'amitié qui unissent les deux nations.

« Je saisis avec plaisir cette occasion de renouveler à Votre Majesté l'assurance de mes sentiments de haute estime et l'expression de vœux que je forme pour la prospérité de votre règne. » Ecrit au palais des Tuileries, le 12 janvier 1852.

« LOUIS-NAPOLÉON. »

Bien que cette lettre soit datée des Tuileries, le Prince n'avait pas cessé de résider à l'Elysée, d'où il écrit les deux lettres suivantes, adressées au chargé d'affaires à Vienne. La première ne contient que des instructions générales :

« Elysée, 4 février 1852.

« Je vous remercie de vos dernières communications. Elles me prouvent de plus en plus votre zèle éclairé à rechercher le vrai et à m'en instruire. Les bonnes dispositions dont je suis heureux d'apprendre que le gouvernement autrichien est animé se soutiendront, je l'espère, et vous ne négligerez rien pour les entretenir, en combattant, par l'irréductible autorité des faits, l'erreur et le mensonge propagés plus que jamais systématiquement. Un poste comme celui de Vienne demandait une personne digne de toute ma confiance et vous la justifiez. » A géez, etc.

« L. NAPOLÉON. »

La seconde lettre charge notre diplomate de faire des démarches au faveur d'un réfugié hongrois, ami personnel du Prince.

« Elysée, 6 juin 1852.

« Vous connaissez comme moi la position que les événements de Hongrie ont faite au comte B... réfugié en France, où il ne cesse de se montrer digne de l'intérêt particulier qu'il m'a inspiré. Sans doute, je verrais avec le plus grand plaisir qu'un acte de clémence du gouvernement autrichien vint lui rendre sa patrie, mais aujourd'hui il s'agitrait seulement d'une question de fortune. » Parmi les biens confisqués sur le comte B..., se trouve une somme de 500,000 fr. qu'il avait données à la comtesse lors de leur mariage et sur lesquelles, dit-elle, le fisc ne peut exercer aucun droit. La comtesse me prie d'intervenir en sa faveur, et, à mon tour, je vous demande, après vous être informé de l'exacte situation des choses, de faire connaître à la cour de Vienne le prix que j'attacherais à ce que Mme B... pût trouver, dans le succès de sa réclamation, le moyen de soutenir honorablement son exil.

« Agréer, etc.

« LOUIS-NAPOLÉON. »

« Le comte B... est un homme d'ordre; aussi il faut soigneusement le distinguer de certains de ses compatriotes, Kossuth, par exemple, qui demande à revenir en Belgique parmi les agitateurs. Voilà pourquoi je demande indulgence en faveur de l'un et sévérité à l'égard de l'autre. » Je vous remercie des dernières nou-

velles que vous m'avez adressées, mais elles sont le résultat d'observations d'autres, et, en toutes circonstances, je préfère celui des vôtres. »

HERMÈS.

## REVUE FINANCIERE

Si les affaires continuent à être réduites à leur plus simple expression, ainsi qu'il en est toujours ainsi, d'ailleurs, pendant la saison de la villégiature, notre marché n'en montre pas moins une solidité remarquable, solidité partagée par les principaux centres financiers de l'étranger et qui prouve que la haute banque de tous les pays, bien placée, on en conviendra, pour être sérieusement renseignée sur l'état réel des choses, est convaincue qu'aucun conflit entre les grandes puissances européennes n'est à craindre pendant un laps de temps assez long pour permettre d'entreprendre une fructueuse campagne d'affaires.

Ce n'est pas à dire pour cela que tout sujet de préoccupation a disparu et que l'on peut se laisser aller à un optimisme absolu. A l'intérieur, en effet, les déficits budgétaires et l'incertitude, malheureusement bien justifiée, qu'on ait sujet des idées que voudra faire prévaloir la majorité législative issue des prochaines élections au point de vue politique qu'au point de vue financier, ont pour résultat de contrebalancer l'influence favorable qu'exerceraient incontestablement sans cela l'apaisement des craintes, récemment réveillées sans raison sérieuse, on le sait, de complications internationales à brève échéance et l'abondance toujours considérable des disponibilités. Nous pensons toutefois qu'il n'y a pas d'événements imprévus la reprise, commencée à la fin de la semaine précédente et qui s'est continuée sans interruption pendant cette huitaine, peut acquiescer encore de plus amples développements sur l'ensemble des valeurs et particulièrement sur celles que nous signalons depuis longtemps à nos lecteurs comme n'ayant pas atteint la capitalisation à laquelle elles ont droit.

Mais pour donner à cette nouvelle progression une base solide, il est indispensable de se borner, jusqu'au moment où le marché aura recouvré son activité normale, à maintenir sur la cote les cours actuellement gagnés.

C'est seulement, en effet, en les voyant conservés sans défailles pendant un laps de temps d'une durée raisonnable que les capitalistes arriveront à la considérer comme correspondant véritablement à la situation et sortiront de la réserve dans laquelle ils se tiennent, notoirement en ce qui concerne les anciennes valeurs.

Mais l'empressement même qu'ils mettent à souscrire les titres nouveaux qui leur sont offerts avec de bonnes garanties prouve qu'ils reviendront également aux anciennes valeurs présentant une indiscutable sécurité dès que la stabilité des cours de ces valeurs leur aura démontré que le niveau qu'elles ont atteint n'est pas le résultat des agissements de la spéculation.

## Fonds d'Etat français et étrangers

Les prix auxquels nous laissons nos Rentes : 81 05 pour le 3 0/0, 82 70 pour l'Amortissable et 110 30 pour le 4 1/2 0/0, sont en avance de 25 c. environ sur ceux cotés il y a huit jours. Pour le moment, cette capitalisation de nos fonds publics nous paraît suffisante.

En ce qui concerne le 5 0/0 italien, qui a déjà regagné le cours de 95 fr., nous dirons que l'apaisement désormais certain des questions de politique internationale enlève tout prétexte à sa baisse, et la situation financière de l'Italie a assez de netteté pour justifier la marche de sa rente vers le pair.

La mort de M. Balduino a eu une certaine influence sur la tenue des diverses valeurs italiennes, ce qui s'explique d'ailleurs suffisamment par la grande situation financière qu'avait acquise cet éminent administrateur. Les sociétés qu'il inspirait de ses conseils ont évidemment fait une grande perte. Mais depuis deux ans que la maladie l'avait frappé, il avait songé à atténuer les conséquences d'une mort prochaine en plaçant à côté de lui, dans les conseils d'administration, des hommes formés à son école et aptes à

continuer ses traditions. Aussi sa pensée survivra-t-elle et les œuvres auxquelles il s'est dévoué pourront-elles, aujourd'hui qu'elles sont en pleine voie de développement, suivre la forte impulsion de M. Balduino, aidé de ses amis, lequel avait imprimé. Les Méridionaux italiens, par exemple, vont recueillir les bénéfices des conventions avec l'Etat, au succès desquelles M. Balduino a tant contribué. Les deux Fondiaria ont acquis une clientèle et formé des portefeuilles dont le temps développera les éléments de prospérité. En réalité, la Bourse de Paris a bien exprimé le sentiment public en montrant par le relèvement des valeurs italiennes, qui avaient fléchi sur la nouvelle de la mort de M. Balduino, que la disparition de cet homme éminent, quoique des plus regrettables, laissait intactes et en possession de leurs nombreux éléments de succès, les Sociétés fondées sous son patronage.

Les fonds austro-hongrois et russes ont quelque peu rétrogradé : nous laissons le florin autrichien (or) à 88 1/2 et le 5 0/0 russe 1877 à 97 1/2.

Le 4 0/0 turc est sans changement notable à 16 40 et l'Extérieure espagnole plus faible à 57 7/8. La Dette unifiée d'Egypte s'est élevée à 335 et reste à 331 25, sur la nouvelle que les diverses puissances s'étaient définitivement entendues au sujet de la garantie à donner à l'emprunt égyptien de 9 millions de liv. sterl. qui serait émis, dit-on, en 3 0/0 à 95 fr. C'est assurément un revenu peu rémunérateur ; mais on s'accorde à penser que sans les dépenses énormes occasionnées par l'occupation anglaise, à laquelle on paraît résolu à mettre un terme, la situation financière de l'Egypte serait des plus satisfaisantes.

## Institutions de crédit

Après avoir fait 5,050, la Banque de France est remontée à 5,075. Ses bénéfices continuent cependant à être des plus médiocres, ce qui n'a, d'ailleurs, rien d'étonnant en présence de l'apaisement très réel du prix des capitaux sur tous les marchés européens et de la rareté de la matière escomptable.

Le Crédit foncier se maintient entre 1320 et 1325. Cette Société vient de publier son bilan au 30 juin dernier. Il résulte de ce document que les bénéfices suivent toujours une marche ascendante. Ils atteignent, pour le premier semestre de l'exercice en cours, le chiffre net de 9,463,000 francs. L'augmentation, par rapport au premier semestre de 1884, est de 687,000 francs. Si cette progression continue, ce qui est à présumer, on peut prévoir que le dividende du présent exercice sera sensiblement supérieur à celui de l'année 1884.

Les établissements de crédit qui ont un intérêt direct ou indirect, à la reprise des valeurs égyptiennes, bénéficieront largement des conséquences de l'émission prochaine de l'emprunt égyptien. Parmi ces établissements se placent la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Comptoir d'escompte et la Banque d'escompte. Aussi peut-on prévoir à bref délai un relèvement sensible des cours de ces diverses sociétés financières.

En ce qui concerne particulièrement la Banque d'escompte, que nous laissons tenue à 450, nous pouvons dire que cette institution de crédit est appelée à tirer un excellent parti de l'affaire des Chemins de fer méridionaux italiens dans laquelle elle a des intérêts considérables.

## Chemins de fer

Soit en hausse, soit en baisse, les variations de nos Chemins français sont insignifiantes ; il en sera ainsi tant que leurs recettes ne seront pas plus brillantes. On craint de les vendre parce qu'ils sont bien classés et parce que le remplissage des capitaux en valeurs plus avantageuses est impossible ; mais on ne les achète pas parce qu'ils n'ont aucune chance de hausse prochaine.

Voici leurs derniers cours très peu différents de ceux cotés, il y a huit jours : Lyon 1245, Nord 1612 50, Orléans 1340, Midi 1160.

L'émission des 58,000 obligations des Chemins de l'Ouest-Algérien, fixée au mardi 28 courant et dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs, paraît appelée à un succès non moins brillant que celui obtenu par les récentes émissions d'obligations, jouissant, comme celles-ci, de la garantie de l'Etat.

Rappelons que ces obligations, destinées à la construction du chemin de fer de Tala à Tiemcen, offertes au public à 335 fr., rapportant 15 fr. d'intérêt annuel et remboursables à 500 fr., constituent

un placement à 4 50 0/0, non compris la prime de remboursement.

Nous ferons remarquer de plus que le revenu net garanti à la Compagnie est supérieur de 800,000 fr. aux sommes nécessaires pour le service de la totalité des obligations.

L'empressement que montre le public à se porter sur ces titres est, on le voit, amplement justifié.

On tient à 608 75 l'action des Chemins autrichiens. Nous avons déjà dit qu'à partir du 28 courant cette Compagnie mettra en vente sur notre marché 47,000 obligations 3 0/0, rapportant 15 fr. nets d'impôts. Le premier cours de vente est fixé à 376 25, jouissance du 1er septembre. Ce cours correspond à celui de 346 pour les obligations 3 0/0 des Chemins de fer français dont le coupon semestriel est ramené, par l'impôt, à 6 90 environ.

Les Méridionaux italiens se rapprochent du cours de 700. L'annonce de l'émission prochaine de 60,000 actions réservées au pair aux actionnaires est bien faite pour presser la marche en avant de cette valeur qui présente des avantages exceptionnels de sécurité, de revenu et d'augmentation importante du capital déboursé dans un avenir prochain.

Le Nord d'Espagne est lourd à 400, prix inférieur d'une dizaine de francs à celui coté il y a huit jours.

Nous laissons le Saragosse à 330. Le trafic de cette Compagnie a beaucoup à souffrir, en ce moment, de la suspension des affaires dans les provinces éprouvées par le choléra.

## Valeurs diverses

Le Gaz parisien est demeuré très calme de 1505 à 1510. Le Canal de Suez, de son côté, n'a pas varié de plus d'une dizaine de francs et nous le retrouvons à 2065, son cours du samedi précédent. Nous croyons, d'ailleurs, à une hausse sur ces valeurs lors du réveil des affaires.

## GAZETTE THEATRALE

## LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

C'est la première année que le concours de harpe est public.

Trois concurrents seulement se sont présentés ; toutes trois sont élèves de M. Hasselmann, et toutes trois ont décroché la timbale.

Morceau de concours : concerto de Boccherini.

Deuxième prix : Mlle Delacour.

Deuxième prix : Mlle Spencer et Mlle Eisler.

Le concours de harpe avait eu lieu de dix heures du matin à midi. Celui de piano a pris l'après-midi, de une heure à quatre.

Le jury était composé ainsi pour cette journée :

M. Ambroise Thomas, président ; M. Guiraud, Messenot, Delahaye, Mangin, Noët, Bériot, Théodore Dubois et Fissot.

Voici la liste des récompenses : Premier prix à l'unanimité, 3 lauréats : M. Galletti, Jenain et Bourdon, élèves de M. Marmontel.

Deuxième prix à l'unanimité, M. Reilling, élève de M. Marmontel.

Premier accessit, 4 lauréats : MM. Hotlaender et Miquel, élèves de M. Marmontel ; M. Hirsch et Frémaux, élèves de M. Mathias.

Deuxième accessit, 3 lauréats : M. Gallo, élève de M. Marmontel, et MM. Pinchback et Villa, élèves de M. Mathias.

Le morceau de concours était le scherzo en si bémol de Chopin.

M. Colmet d'Aage, conseiller maître à la cour des comptes, l'excellent président de l'Association des artistes musiciens, est promu au grade d'officier de la Légion d'honneur ; M. Guiraud, président au Conservatoire de Toulouse, président du comité en cette ville de la même Association, est nommé chevalier.

Les compositeurs français Massenet et Delibes arriveront à Paris dans les premiers jours du mois d'août.

Massenet dirige l'exécution de son opéra *Herodias*, et Delibes, celle de son ballet *Sylvia*.

Mme Agar va faire sa rentrée prochainement à la Comédie Française, qu'elle n'aurait, du reste, jamais dû quitter.

On annonce la mort de Merly, le fameux chanteur qui fut acclamé pendant de longues années sur les principales scènes de France et de l'étranger.

G. DORANTE.

Jeanettes Fischer, les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la vue. — 7, rue de la Paix.

— C'est juste... Faites excuse!... J'oubliais... dit la gouvernante légèrement moqueuse... Peste ! il ne faut pas faire attendre mademoiselle!...

— Allons! allons! s'écria M. Raby en se levant... je vous avais promis que tout se finirait le mieux, du moins pour le moment possible dans le meilleur des ateliers... Cher grand enfant! ajouta-t-il en posant affectueusement la main sur l'épaule de son jeune ami.

Et il murmura presque à voix basse : — C'est tout le cœur de son père!...

— Quoi! vous nous quittez déjà, cher maître? demanda Claude Martel avec vivacité... Mais suis-je étourdi! reprit-il aussitôt... Pardonnez-moi cet élan d'égotisme ; mieux que personne, je sais combien vos moments sont précieux.

— Mes amis, je m'en va pas avec vous, dit l'avocat, allant prendre sa canne et son chapeau... Mais je suis attendu tout près d'ici, boulevard Maillot, pour affaire pressante... Aie! aie! aie! ajouta-t-il complaisamment en regardant sa montre... je suis même mis d'un gros quart d'heure en retard, sans m'en apercevoir.

— A qui la faute? A Julie, parbleu! et à ses jérémiades! insinua railleusement Claude Martel.

— Oh! monsieur!... encore!... reprocha la gouvernante.

— Non pas, non pas! rectifia bien vite M. Raby... C'est la faute à ce joli lutin, dont l'histoire m'a intéressé vivement, dont l'espièglerie m'a charmé au point de me faire oublier l'heure.

Alors, se penchant vers la petite Marthe : — Mademoiselle, avant de partir, permettez-moi, je vous prie, de vous embrasser encore une fois... Mais où donc?

Il hésita un instant, positivement embarrassé devant la tête qui s'offrait à lui, toute barbouillée de chocolat par dessus les yeux et jusqu'aux deux oreilles.

## CHLORAL BROMURE DUBOIS

Médicament spécial au système nerveux. 1<sup>re</sup> Pharm.

## BAINS DE MER!

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un flacon de *Pilvovore*, qui enlève en un clin d'œil tout point follet sur les bras et les jambes et leur communique la blancheur et la pureté du marbre (contre mandat de 40 fr. 35). Dusser, inventeur, 1, rue J.-J. Rousseau, Paris.

## LOTTERIE des ARTISTES MUSICIENS

## SECOND &amp; DERNIER TIRAGE

JEUDI 30 Juillet Prochain

GROS LOT: 100.000

248 Autres Lots de : 50.000  
25.000 10.000 5.000 1.000 500 et 100  
Le sort sera tiré le 30 juillet à la mairie de Paris.

DERNIERS BILLETS : 1 FRANC  
Adressez sans retard BILLETS, Coupons ou Mandats-noms à M. ZIEGLER, Secrétaire général, Directeur de la Loterie, 16, Rue Grange-Batelière, Paris.

La magnifique édition des *Œuvres complètes* d'Alfred de Musset, illustrée par Bida, est vendue par L. Hébert, libraire éditeur, 7, rue Perronet, à Paris, pour la somme de 88 francs, payable 5 francs par mois.

Elle se compose de 11 volumes in-8° cavalier vélin, avec la biographie d'Alfred de Musset par Paul de Musset, et est ornée de deux portraits, 28 dessins de Bida et 1 dessin d'Emile Bayard, gravés au burin.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche, 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

## HOTEL CONTINENTAL

DU DINER DU 26 JUILLET

## Consommé royale peluche

dors-d'œuvre variés

Turbot sauce crevettes

Pommes nature à l'anglaise

Filet de bœuf à la chasseur

Poulets en bordure de riz

Canetons au cresson

Salade

Haricots verts hollandaise

Gâteau mirtilles

Bombes vanille et groseille

Fruits et desserts variés

Médor en carafes

CAYEN DE L'HOTEL CONTINENTAL

2, rue de Castiglione, Paris

Vins fins et spiritueux de toutes qualités

Vins ordinaires :

En bouteilles à 15, 25, 40, 1 50, 1 75

(verre compris)

En barrique à domicile (sans Paris :

250 250 275 300

Vin d'office :

La barrique franco à domicile 180 francs

et à l'usage la bouteille

Livraison l'après-midi dans Paris

Expédition par caisses ou paquets assortis.

CHAMPAGNE GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée cha-

que jour à tous les voyageurs de

l'HOTEL CONTINENTAL.

MAISONS RECOMMANDÉES

BOUSQUIN Pâtes alimentaires, 25, gal. Vivienne.

TAPIACA AU CACAO (pour enfants)

Jerro

Arquebuser, 81, rue Lafayette.

Au Paradis des Enfants

156, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Ruhardette, carrossier, 105, avenue Malakof.

Reynaud, chimiste

(Spéc. Bouteille du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse

Deuil - 2, rue Tronchet.

Belaux, Porcelaines, 18, rue Royale.

Thoms frères

Mobilier bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois

Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

## Feuilleton de la Patrie

DU 27 JUILLET

(16)

## LA PETITE MARTHE

## HISTOIRE PARISIENNE

XXIII

La petite Marthe demeura tout interdite, regardant tour à tour la porte de l'atelier fermée derrière elle, et la portière du couloir par lequel Julie avait disparu.

— N'ayons l'air de rien, dit Claude Martel en aparté à M. Raby... La mignonne est un peu désorientée. C'est qu'elle n'a plus ici ses coutures franches comme autrefois. Observons-la sans en avoir l'air... Mais son embarras ne fait peine... Pauvre bichette!... Votre présence l'intimide sans doute, cher maître...

En effet, Marthe, après s'être avancée de quelques pas dans l'atelier, venait de s'arrêter court.

Reproduction interdite aux journaux ayant pas traité avec la Société des gens de lettres.

— Ah!... y a du monde?... Je vais m'en aller, murmura-t-elle à demi-voix.

Alors, retournant en arrière, elle eut cour soulever la tapisserie par où la gouver



